



FORUM

Les cours d'eau franciliens : Regards croisés sur les qualités et les usages actuels et futurs

29 et 30 mai 2018 à l'Auditorium Marie Curie du CNRS (Paris)

- ÉCHANGES AVEC LA SALLE -

Première journée

Événement soutenu par



29 mai

- Regards croisés sur la qualité passée et actuelle des cours d'eau -

09h15-09h45 LA PÊCHE

09h45-10h30 LES SPORTS D'EAU

Échanges avec la salle (10h30)

Comment pouvez-vous imaginer une construction scientifique partagée avec les pêcheurs, notamment en faisant la part des choses entre pêcheurs amateurs et pêcheurs professionnels, qui n'ont peut-être pas toujours la même culture ?

- Les pêcheurs ont toujours été un peu les observateurs des milieux. Ils ont des captures qui sont à disposition des scientifiques. En région parisienne, il n'y a que des pêcheurs de loisir. Il reste un pêcheur professionnel aujourd'hui. Il a des carnets de capture qui sont très intéressants, car on a vu des populations changer. Les pêcheurs de loisirs ont des structures (fédération par exemple), un réseau d'alerte pour signaler les situations anormales (par exemple un dépôt de déchets) et partagent leurs carnets de captures. Ils sont ouverts à tout. À l'initiative des pêcheurs, s'est également créé un observatoire des rivières regroupant les résultats de pêches scientifiques.

Les normes choisies concernant la contamination microbienne sont-elles adaptées ?

- Les normes européennes ont été fixées en fonction de résultats d'études épidémiologiques qui montraient un lien entre le risque de contracter une gastro-entérite et la baignade dans des eaux de différents niveaux de qualité. Cela a permis de fixer une norme. Même si elles ne sont pas forcément idéales, de même pour les indicateurs de contamination fécale, car il n'y a pas de corrélation parfaite entre certains microorganismes comme les virus, aujourd'hui c'est ce que nous pouvons faire de mieux pour faire du contrôle de routine.

L'amélioration de la qualité du milieu n'est pas forcément quelque chose qui va satisfaire l'ensemble des pêcheurs. Dans une perspective de l'amélioration de la qualité des cours d'eau en Île-de-France, y a-t-il un travail d'anticipation à préparer sur l'acceptabilité ?

- C'est une excellente observation. Effectivement, nous sommes confrontés à cela, y compris en Île-de-France. À savoir que le fait d'évoluer vers une meilleure qualité, comme par exemple effacer des obstacles à l'écoulement longitudinal, font que moins d'eau stagne, qu'il y a moins de vase, que des populations de poissons évoluent et que la pratique de la pêche évolue également. En informant suffisamment, on peut faire passer dans l'idée des pêcheurs le fait que la pratique va changer et que c'est un phénomène global auquel nous devons nous adapter. Certaines populations de poissons diminuent alors que d'autres augmentent. Mais ponctuellement, c'est en anticipant, en dialoguant et en formant un peu les pratiquants locaux qu'on peut rendre meilleur l'acceptabilité de cette évolution de l'amélioration de la qualité des cours d'eau.

**Forum « Les cours d'eau franciliens :
Regards croisés sur les qualités et les usages actuels et futurs »
29 et 30 mai 2018**

La partie nautique ne fait pas du tout l'objet d'un cadre réglementaire à la différence de la baignade. La qualité de l'eau est calculée sur un aspect statistique, quelque chose de ponctuel. Il me semble qu'il y a quelque chose à élaborer du côté de l'État sur le sujet ?

- Les activités récréatives ne sont en effet pas concernées par la Directive baignade. C'est d'ailleurs une position totalement différente de la position en Amérique du Nord où les activités nautiques comportant le risque de se retrouver à un moment dans l'eau (ski nautique, planche à voile...) sont considérées par une norme équivalente à la Directive baignade. Pour le triathlon, il y a toutefois une exigence de la Fédération française de triathlon que les zones prévues respectent la norme de la Directive baignade.

11h25-12h15 LA RESSOURCE POUR L'EAU POTABLE

Échanges avec la salle (12h15)

Du point de vue des traiteurs d'eau, quel est le discours à porter pour la société au sujet des micropolluants organiques ? À thermomètre constant, sur les micropolluants, avons-nous assez de connaissances et de suivi pour dire « oui ça s'améliore » ?

- Le métier du fournisseur d'eau est de fournir de l'eau et de respecter un certain nombre de normes, pas forcément de les établir. Il faut toutefois rassurer la population principalement en mettant en œuvre les meilleurs traitements possibles. Le traiteur d'eau est capable de traiter n'importe quel type d'eau, même une eau très très dégradée. Le problème est le coût du traitement de l'eau qui se traduit par une augmentation de la facture d'eau, ce qu'il faut pouvoir expliquer aux consommateurs.
- Quand on s'intéresse à la ressource et l'évolution de la ressource, on voit que ce qu'on mesure dans les ressources est très lié à l'évolution analytique. Nous n'avons pas de valeur, car nous n'avons pas de mesure il y a 50 ans de ces micropolluants. Cependant, nous pouvons penser qu'une grande partie était déjà là, et qu'il y en a encore une bonne partie qui n'a pas été analysée, car nous n'en avons pas encore les moyens. Quant à l'évolution de la qualité de la ressource, il est très difficile d'en parler sur les micropolluants, car on ignore encore trop de choses à leur sujet.

13h45-14h30 LES ACTEURS DE L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES EAUX

14h30-15h45 QUALITÉ DU PAYSAGE ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Échanges avec la salle (15h45)

Le SIAAP traite environ 99% des eaux usées. Est-ce que cela veut dire que le SIAAP considère qu'il n'y a pas de problème de mauvais branchement ?

- Aujourd'hui, sur le milliard de mètres cubes qui rentre dans nos réseaux, ce qui passe dans les mailles du traitement de nos stations d'épuration est de 10 à 20 millions de mètres cubes à l'année. Cela parce que nous avons des outils de gestion qui ont progressé, que nous utilisons pleinement la capacité de stockage de nos réseaux, et, car sur nos installations, nous avons des filières de traitement adaptables permettant de doubler voir de tripler le débit d'eau traitée. Concernant la question des mauvais branchements qui peuvent encore exister, je pense qu'en termes de débit cela joue très peu, de même en termes de qualité lorsque l'on regarde les paramètres azotés phosphorés au carbone et cela peut être un peu plus important lorsque l'on regarde les bactéries fécales.

**Forum « Les cours d'eau franciliens :
Regards croisés sur les qualités et les usages actuels et futurs »
29 et 30 mai 2018**

Y a-t-il un objectif global sur l'ensemble de la Bièvre ou existe-t-il toujours une dichotomie entre amont et aval ?

- Il a mis 20 ans à sortir, mais il est là : il s'agit du SAGE de la Bièvre. Le SAGE de la Bièvre doit gérer la globalité de la masse. Oui il y a une dichotomie, car il y a une Bièvre couverte canalisée souterraine et un peu mal traitée à l'aval, puis celle à l'amont. Le SIAVB, lui, est opérateur sur la partie naturelle du cours d'eau, mais il existe des actions qui améliorent la qualité. Le SAGE gère tout le monde à la même échelle.

Le SIAVB a été, il me semble, un des premiers syndicats de la région parisienne à avoir un dispositif de télégestion au début des années 90. En quoi cette évolution de la rivière a changé, ou non, la télégestion de ce cours d'eau qui a connu des questions d'inondation très importantes ?

- Oui, nous avons été la première rivière « automatisée ». C'est-à-dire qu'il y a des mesures (télégestion) puis des questions qui partent toutes les cinq minutes pour optimiser les flux et ouvrir et fermer les vannes. Nous sommes toujours un syndicat d'hydraulique, mais l'écologie se faisant, cela nous a aidé, car nos bassins de régulation ne sont pas supprimés, mais sont optimisés. Avant, nous avions des plans d'eau décoratifs, mais qui ne servaient à rien. Aujourd'hui, nous n'avons plus de plans d'eau permanents, et toute la surface précédemment prise par l'eau est devenue une zone humide avec la rivière qui passe au milieu. Il y a maintenant une écologie remise en état sur toutes nos surfaces. Cela fait plus de cinq hectares cumulés en moins de trois ans auxquels on a récupéré de l'écologie et de la biodiversité, et cela a ajouté pour la télégestion 70 000 mètres cubes supplémentaires. Les flux ont été optimisés. En 2016, la vallée de la Bièvre n'a connu aucun débordement alors que nous venions de vider les derniers bassins. Le survolume gagné a permis d'éviter les débordements. On augmente les débordements dans les zones humides, mais pas dans les maisons.

16h30-17h00 NORMES, USAGES, DEMANDE SOCIALE : LE REGARD DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES DE 1950 À NOS JOURS

Échanges avec la salle (17h00)

Quand les syndicats sortent du simple assainissement/épuration des rivières, il y en a qui peuvent être tentés de faire les deux séparément. En Allemagne par exemple, ils ont mis le tuyau d'égout sous la rivière pour évacuer par en dessous les eaux usées qui étaient en trop grande quantité. Quelle est votre position ? Est-ce qu'on essaye de tout remettre en surface ou non ?

- Si la canalisation est bien solide et étanche, surveillée de près, il ne devrait pas y avoir de problème, mais si l'ensemble est posé sans surveillance, avec le vieillissement des matériaux et des sols, on devra repartir à zéro.
- Déplacer la canalisation ne règle pas le problème de ce qui rentre dans la rivière et la façon dont cela y rentre. La question des mauvais branchements est cruciale. Un des intérêts majeurs d'avoir une bi-compétence dans une seule structure est de pouvoir concentrer les investissements d'assainissement sur les secteurs où l'on va observer un impact rapide sur la rivière. Il faut mener un ensemble d'actions complémentaires.

**Forum « Les cours d'eau franciliens :
Regards croisés sur les qualités et les usages actuels et futurs »
29 et 30 mai 2018**

Au sujet des la question des mauvais branchements, pourrions-nous imaginer une campagne nationale sur le sujet pour informer les citoyens ?

- Ce serait une bonne chose à faire, ce serait de la communication, un message à répéter, sur lequel il faut insister pendant des années. Ce sont des messages longs et à portée, qu'il faut répéter. Les campagnes d'information locales faites par les syndicats qui connaissent bien les riverains sont pertinentes et importantes.

Comment diagnostiquez-vous ce retour des rivières urbaines ? Serait-il possible que la question de la réouverture se pose en France ?

- La contamination de ces rivières est souvent très ancienne. Le problème c'est que lorsqu'elles ont été couvertes, elles ont été oubliées. À chaque endroit des rapports de force se mettent en place pour savoir si on va jouer sur cette réouverture ou pas. Cette dernière est portée par des acteurs locaux, mais elle n'aura pas lieu partout. Il y aura des temporalités différentes, car c'est une acceptation locale.

Entre 1980 et 1990, il y avait des PCB partout. À partir du moment où l'on a dit qu'en 2010 il ne devait plus y avoir de transformateurs PCB, c'est là que nous avons commencé à voir les alertes. On s'est aperçus qu'il y avait des PCB alors que cela faisait un moment qu'ils avaient été arrêtés de fabrication. Cela correspond à l'obligation pour les industriels de vidanger leurs transformateurs mais aussi à des vidanges illicites dans le réseau d'égout à ce moment-là.

- On a pu éliminer les sources ponctuelles. Les grosses sources ont été identifiées. Cela a été très long et a nécessité beaucoup d'étapes. Ce qu'il reste aujourd'hui c'est surtout de la pollution diffuse, c'est-à-dire de petits transformateurs qui n'ont pas forcément été répertoriés et qui peuvent faire l'objet de vandalisme pour la récupération des métaux. Nous continuons à avoir des contaminations régulières en PCB même si le produit n'est plus utilisable par la réglementation depuis un certain nombre d'années. Il y a aussi la diminution de la réglementation. Les normes n'arrêtent pas de changer concernant les PCB. Aujourd'hui, les instruments de mesure s'améliorent, les normes diminuent et nous voyons des choses que nous ne voyions pas dans les années 90.